



Rapport d'Orientation Budgétaire 2025 (ROB)

Conseil municipal du 04 02 2025

2

Introduction

Objectifs du ROB 2025

- Informer les élus sur la situation financière et les perspectives ;
- Encourager un débat démocratique sur les priorités budgétaires ;
- Conformité avec la loi M57 (DOB dans les 10 semaines avant le vote).

Cadre légal

- Communes de plus de 3 500 habitants et EPCI concernés ;
- Débat basé sur les obligations définies par l'article L. 2312-1 du CGCT.

Faits marquants

- Divergence des situations économiques mondiales
- Impact de l'élection américaine (Donald Trump, 2025)
 - Hausse des taux d'intérêt, effets sur la zone euro
 - Répercussions sur les échanges commerciaux

Conséquences pour 2025

- Vigilance accrue sur les taux d'intérêt européens

Points clés

- Croissance faible en France (environ 1 % par an)
- Consommation atone malgré l'amélioration du pouvoir d'achat
- Difficultés des entreprises face à la demande et à la hausse des taux
- Prévisions économiques :
 - Croissance 2025 : entre 0,9 % et 1,3 % selon les organismes
 - Déficit public prévu : 5,4 % du PIB

Capacité d'autofinancement (CAF)

- Évolution positive jusqu'en 2024 (CAF nette 2024 estimée avant clôture : 750 k€)
- Perspectives de dégradation à partir de 2025 avec remboursement des emprunts

Dotations de l'État

- Progression constante depuis 2018 (+2 % en moyenne)
- Poids accru des dotations dans les recettes communales (2024 : 1,34 M€)

Dette

- Déblocage total de l'emprunt CRCA en octobre
 - **2 400 000 € à 1,73% sur 25 ans**
 - **Remboursement à capital constant : 90k€/an**
 - **Intérêts en 2024 : 40,9k€**
- Baisse du taux du livret A de 3% à 2,4% va abaisser le coût des emprunts CDC

Fiscalité

- Dynamisme grâce à l'évolution positive des bases
- Depuis 2014, aucune augmentation de taux malgré réformes de la fiscalité locale

2024 : Capacité autofinancement (CAF) de la commune en progression depuis 10 ans mais avec des perspectives de dégradation

7

Verdun-sur-Garonne	CAF Brute*	CAF Nette*	Commentaires
2012	500 099 €	66 561 €	La CAF nette positive de 2012 est due à une opération exceptionnelle de gestion
2013	643 033 €	- 49 078 €	
2014	399 927 €	- 47 742 €	
2015	613 100 €	123 857 €	1er exercice d'inversion de tendance suite à différentes rationalisations et réorganisation.
2016	624 697 €	119 331 €	CAF nette positive structurellement sans cession.
2017	898 941 €	308 972 €	Progression de la CAF nette (sans cessions)
2018	885 786 €	309 897 €	Stabilisation et pérennisation d'une CAF nette positive (sans cessions)
2019	1 009 861 €	433 972 €	Progression de la CAF nette (sans cessions)
2020	941 169 €	377 419 €	Objectif mandat : CAF nette toujours supérieure à 300K€
2021	1 033 000 €	470 000 €	Objectif mandat : CAF nette toujours supérieure à 300K€ - chiffres DGFIP
2022	1 068 000 €	606 000 €	Objectif mandat : CAF nette toujours supérieure à 300K€ - chiffres DGFIP
2023	933 000 €	549 000 €	Objectif mandat : CAF nette toujours supérieure à 300K€ - chiffres DGFIP
2024	1 150 000 €**	750 000 €**	Objectif mandat : CAF nette toujours supérieure à 300K€ - résultat provisoire

2024 : Dépenses de fonctionnement

8

Charges générales

- Maintien des efforts de gestion pour contenir l'inflation

Dépenses de personnel

- Pas d'augmentation entre 2023 et 2024 du fait de mutations
- Des perspectives d'augmentation fortes (hausse CNRACL notamment)

Charges de gestion courantes

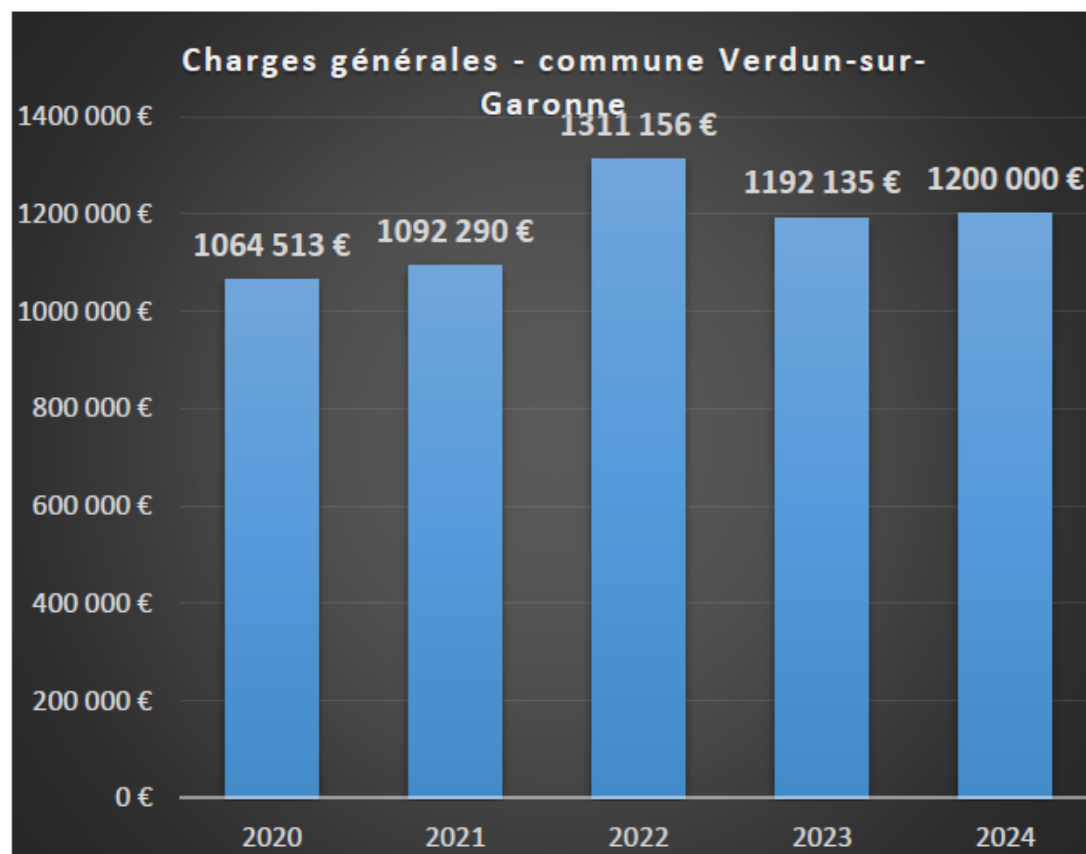
- Retour à un niveau habituel suite à une opération exceptionnelle en 2023 (régularisation

2024 : Dépenses charges générales

9

Les charges à caractère général : des efforts de gestion constants

	Charges générales	% évolution
2011	994 540 €	
2012	1 078 600 €	8,45%
2013	1 172 942 €	8,75%
2014	1 238 410 €	5,58%
2015	1 181 057 €	-4,63%
2016	1 099 994 €	-6,86%
2017	1 030 519 €	-6,32%
2018	943 384 €	-8,46%
2019	982 272 €	4,12%
2020	1 064 513 €	8,37%
2021	1 092 290 €	2,61%
2022	1 311 156 €	20,04%
2023	1 192 135 €	-9,08%
2024	1 234 000 €	3,51%

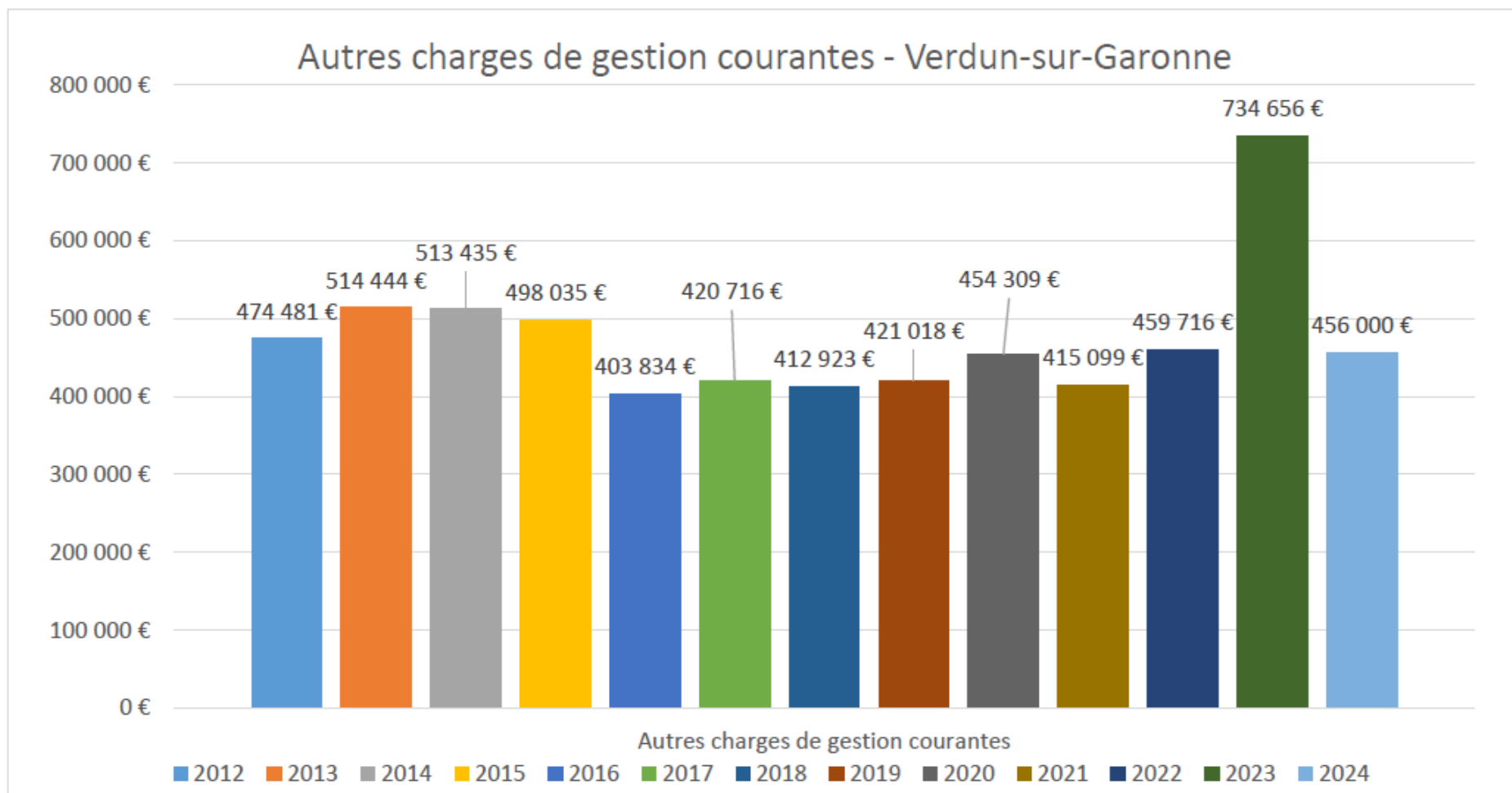


**Montant estimé, rattachement des charges à l'exercice en cours*

2024 : Dépenses charges de gestion courante

10

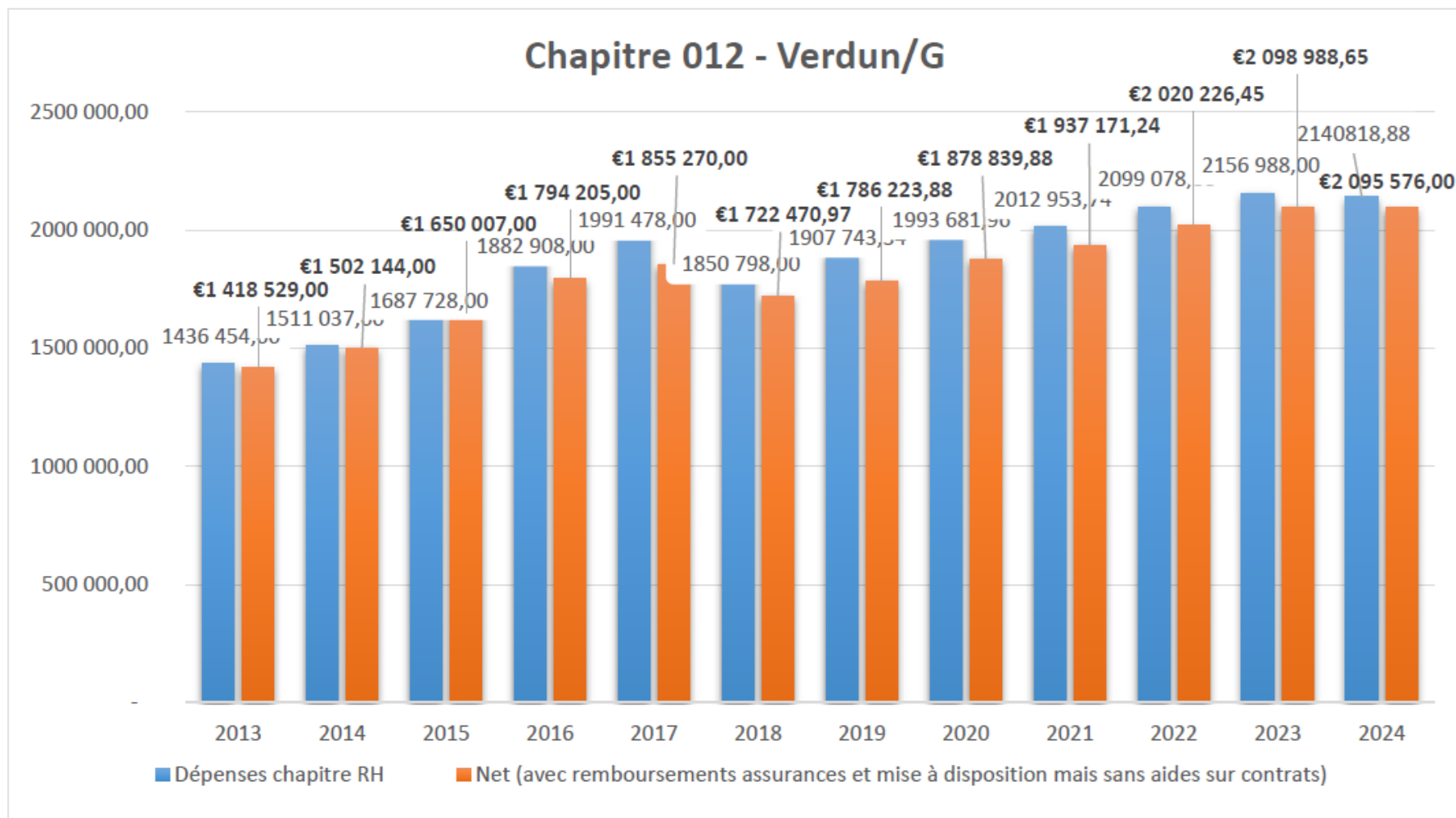
Les charges de gestion courantes : des participations d'abord rationalisées puis maintenues



2024 : Dépenses de personnel

11

3.2- Les dépenses de personnel : fidélisation et attractivité pour l'avenir



Faits marquants

- Une année d'investissement exceptionnelle (plus forte depuis 2016 et la construction du groupe scolaire la fontaine)
- Des réalisations nombreuses en cours de finalisation
 - Parc des sports
 - Centre de santé
 - Ad'Ap
 - La Poste
 - Fibre optique et vidéoprotection
 - Tour de l'Horloge
 - Programmation Baggi
 - ...

Matrice des risques

Très élevé/certaine		Déficit Centre de santé évalué sur 3 ans à 35k€/an	Perte du fonds d'amorçage (90k€)	Mobilisation emprunt CRCA 2024 : hausse endettement, remboursement capital & intérêts
		Gestion gymnase du collège : perte de recette de 10k€ (mise à dispo de nos équipements) et nouvelles dépenses de 20k€	Augmentation RH (012) endogènes (RIFSEEP, PSC, FMD)	Financement du gymnase du collège
		Augmentations structurelles inévitables 011 (nouveaux bâtiments)	Passage 5000 habitants/fin commune rurale --> Dotation de solidarité urbaine	Augmentation cotisation patronale CNRACL : +100k€ en 2028
		Baisse de la DMTO et taxe d'aménagement	Inconnue sur le montant définitif des projets en cours de programmation : Baggi, SDIE...	Le cumul des risques (Fds amorçage, emprunt, 5k habitants) peut représenter jusqu'à 250k€/an de diminution de CAF
Elevée/Probable		Risques environnementaux (crues, RGA...) & technologiques / assurabilité des collectivités	écart entre les subventions d'investissement souhaitées et celles effectivement reçues	Terme des 8 ans de l'acquisition EPFO des terrain ex-EHPAD (260+120k€) 2019 - 2027
		Augmentation RH (012) exogènes	Périls (Gabriel Péri, rue Bastide)	PLF 2025 : baisse des marges pour les gros (Région, Département...) vont se répercuter sur les "petits" (baisse des subventions...)
Moyenne/Possible	Augmentation des bases dans le PLF en fonction de l'IPCH	Augmentation des besoins RH	Enjeux fonciers structurants (Medou 3, autres...)	
	Augmentation enveloppe DGF Etat		Perte de soutien de l'Etat sur cantine à 1€ (100k€)	Emprunts garantis (cf. situation financière EHPAD et bailleurs sociaux)
Faible/Peu probable	Pacte Fiscal et financier ?	Schéma de mutualisation	Tarification et modes de gestion des services	
Nul/Rare	Evolution des Attributions de compensation : enjeu PM			
PROBABILITE	Nul ou Positif	Moyen	Fort/Elevé	Très fort/Très élevé
				IMPACT

- Organigramme
- Le passage à venir du seuil des 5000 habitants
- Synthèse profil de dette
- Impacts environnementaux : un nouvel annexe obligatoire au CA
- Divers éléments d'analyse financière